

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89.  
N° 7.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15  
NO EFERERA 1940.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger .....	71 fr.	42 fr.	23 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc .....	2 fr.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1939 28 sept. Délibération du conseil privé des Etablissements fran- çais de l'Océanie relative aux droits de douane sur les oléagineux, matières grasses et dérivés (Arrêté de pro- mulgation n° 291 a.g.f., du 9 avril 1940).....	196
1940 3 janv. Décret complétant le règlement du 1 <sup>er</sup> novembre 1928 portant organisation de la C.I.R. (Arrêté de pro- mulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	197
4 janv. Décrets relatifs aux régimes douaniers des médicaments et des films dans les Etablissements français de l'O- céanie (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940) .....	198
5 janv. Décrets étendant aux Etablissements français de l'Océa- nie certaines dispositions complétant le code de com- merce et instituant une carte d'identité spéciale pour les commerçants étrangers (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940) .....	199
6 janv. Décret portant répartition du contingent des rhums et talias (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940) .....	200
10 janv. Arrêté ministériel relatif aux cartes coloniales (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	200
11 janv. Décret portant prorogation du délai de jouissance de rapatriement (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	200
11 janv. Arrêté interministériel relatif à l'assainissement du mar- ché des rhums coloniaux (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	200
12 janv. Décret approuvant une délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, relative à l'o- croy de mer, suivi de la délibération du conseil privé du 24 août 1939 (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	200
13 janv. Décret relatif à l'utilisation des étrangers sans nationa- lité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940) .....	201
14 janv. Décret relatif à l'incorporation obligatoire des indigènes résidant hors de leur colonie d'origine (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	203

19 janv. Décret relatif à l'octroi de mer des Etablissements français de l'Océanie (importation des films pour être projetés) (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	204
19 janv. Décret relatif à la réglementation du service des douanes dans les Etablissements français de l'Océanie modi- fiant l'article 91 du décret du 20 juillet 1932 (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	204
19 janv. Décret modifiant le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes colo- niales et métropolitaines à la charge du département des colonies (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	204
20 janv. Décret étendant aux colonies et territoires africains sous mandat le décret du 20 janvier 1940, suivi du décret du 20 janvier 1940 susvisé apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 sep- tembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or (Arrêté de promul- gation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	205
20 janv. Décret concernant la mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940 (Ar- rêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940) ..	207
22 janv. Décret portant ouverture de crédits (Etablissements français de l'Océanie) (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	207
25 janv. Décret instituant vingt décimes additionnels à l'impôt "des routes" dans les Etablissements français de l'Océanie (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	208
27 janv. Décret relatif au fonctionnement des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation (Arrêté de promulgation n° 292 c., du 9 avril 1940).....	208

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1940 28 mars Arrêté n° 253 j., accordant dispense d'acte de nais- sance à M. Klima (Rudolphe), aux fins de contracter mariage.....	209
28 mars Décision n° 254 s., portant admission de certains élé- ves-infirmiers, infirmières et sages-femmes aux diffé- rentes années d'études prévues par les textes orga- niques .....	210

29 mars	Arrêté n° 259 j., accordant dispense d'acte de naissance à M. Paul, Charles, Victor Maury, dit Jacques Maury, aux fins de contracter mariage.....	209
29 mars	Arrêté n° 260 j., accordant dispenses d'actes de naissances à M. Matau a Teuira et à Mme Teroro a Maiboru, aux fins de contracter mariage.....	209
29 mars	Arrêté n° 261 j., accordant dispense d'acte de naissance à M. Tchaamua a Roometua, aux fins de contracter mariage.....	209
29 mars	Arrêté n° 262 j., accordant dispense d'acte de naissance à M. Terimarama a Pin, aux fins de contracter mariage.....	209
29 mars	Arrêté n° 263 j., accordant dispense d'acte de naissance à M. Paoa a Make, aux fins de contracter mariage.....	209
29 mars	Arrêté n° 264 j., accordant dispense d'acte de naissance à M. Hiotua a Terifautua, aux fins de contracter mariage.....	209
29 mars	Arrêté n° 265 a.g.f., suspendant provisoirement de ses fonctions un président de conseil de district...	210
29 mars	Arrêté n° 266 a.g.f., approuvant le budget de la commune de Papeete.....	210
29 mars	Arrêté n° 267 a.g.f., fixant le montant des dépenses imputables au budget de la commune-mixte d'Uturoa pour participation aux dépenses du service local...	210
29 mars	Arrêté n° 268 a.p.e., prononçant l'expulsion du sieur Ng Su Shao, n° 2965, dit Akao, de nationalité chinoise.....	211
29 mars	Arrêté n° 269 co., rendant exécutoires des rôles principaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, du droit fixe et supplémentaire, de la taxe sur les chiens et les voitures, de la taxe de 40 % c.c., de la taxe sur les armes pour les années 1937, 1938, 1939 et 1940).....	211
30 mars	Décision n° 270 a.g.f., acceptant la démission de M. Laborie (Pierre), agent de 2 <sup>e</sup> catégorie du service local et affectant M. Lavalette, commis principal hors classe du cadre local des secrétariats généraux, au service d'administration générale et des finances.....	213
30 mars	Décision n° 271 c., nommant M. Domingo (Joseph), agent auxiliaire du service local de 3 <sup>e</sup> catégorie et l'affectant au service des contributions.....	214
1 <sup>er</sup> avril	Décision n° 272 c., nommant M. Sarciaux (Manuel), agent auxiliaire et l'affectant au service de santé.....	214
1 <sup>er</sup> avril	Décision n° 273 c., agréant des élèves-infirmières et des élèves bénévoles.....	214
4 avril	Arrêté n° 285 a.g.f., relatif aux retenues de logement par provision.....	214
8 avril	Décision n° 287 j., chargeant un magistrat de la vérification des registres de l'état-civil de l'année en cours.....	215
9 avril	Arrêté n° 288 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole à Vaitoare (district de Hauano, Ile Tahaa).....	215
10 avril	Arrêté n° 293 a.p.e., autorisant M. Lionel Cambridge à installer un moteur électrique de 3/4 de C.V. destiné à actionner un appareil frigorifique pour le compte de M. Charles Brown-Petersen dans l'immeuble de ce dernier sis Rue Bréa, à Papeete.....	216
11 avril	Arrêté n° 303 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la colonie au 10 avril 1940.....	216
11 avril	Arrêté n° 305 mét., créant une station de 1 <sup>er</sup> ordre à Borabora (Ras Sous-le-Vent).....	216
11 avril	Arrêté n° 306 a.p.e., concernant la détention et la mise en vente des marchandises par les commerçants...	216
	Extraits.....	217

## ACTE MUNICIPAL

(Commune de Papeete.)

1940 14 fév. Arrêté municipal n° 7., instituant une taxe d'éclairage dans la commune de Papeete et fixant le mode d'assiette, le tarif et les règles de perception de cette taxe. 217

## AVIS OFFICIEL

Enquête de *commodo* et *incommodo*. — M. Emmett R. Mossman.... 218

## PARTIE NON OFFICIELLE

## INFORMATIONS

Banque de l'Indochine. — Avis convoquant l'assemblée générale extraordinaire, augmentation du capital social..... 218

## STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de mars 1940..... 218

Service météorologique. — Résumé des observations du mois de mars 1940..... 220

## DIVERS

Annonces judiciaires..... 219

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 291 a. g. f. promulguant et rendant exécutoire une délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 9 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 13 avril 1928, sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931;

Vu le décret du 11 avril 1934, modifiant le tableau annexé au décret du 9 mai 1892, fixant le tarif des droits de douane imposés aux marchandises étrangères importées dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu le télégramme ministériel n° 60 du 27 mars 1940 prescrivant la promulgation pure et simple de la délibération du 28 septembre 1939, le gouvernement n'ayant pas statué dans les délais,

## ARRÊTÉ:

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulguée et rendue exécutoire dans les Etablissements français de l'Océanie, la délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, du 28 septembre 1939 dont la teneur suit :

## DÉLIBÉRATION

Dans sa séance du 28 septembre 1939, le conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par les articles 5 et 6 de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial, a adopté la délibération dont la teneur suit :

## Tarif douanier.

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont mis en vigueur, à titre définitif, dans la colonie, les taux des droits de douane sur les oléagineux, matières grasses et dérivés, fixés par le décret du 11 avril 1934, sauf toutefois en ce qui concerne :

- 1° les couleurs broyées à l'huile, autres que les noirs de fumée et de pétrole ;  
 2° les margarines, graisses alimentaires et substances similaires ;  
 3° les graisses végétales alimentaires.

Art. 2. — Le tableau annexé au décret du 9 mai 1892 fixant le tarif des droits de douane imposés aux marchandises étrangères importées dans les Etablissements français de l'Océanie, tel qu'il a été modifié et complété par les décrets subséquents, est à nouveau modifié comme suit :

Désignation des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Taux du droit sans décime
Margarines, graisses alimentaires et substances similaires.....	100 kilos nets	430 »
Graines et fruits oléagineux : copraï.....	100 kilos bruts	41 »
Huile de lin.....	100 kilos bruts	414 »
Graisses végétales alimentaires ..	100 kilos nets	409 »
Couleurs broyées à l'huile, autres que les noirs de fumée et de pétrole.	100 kilos bruts	55 »

*Le Gouverneur,*  
**CHASTENET DE GÉRY.**

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 avril 1940.  
**CHASTENET DE GÉRY.**

ARRÊTÉ n° 292 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie un décret du 3 janvier, un décret du 4 janvier, deux décrets du 5, un décret du 6 janvier, un arrêté du 10 janvier, un décret et un arrêté ministériel du 11 janvier, un décret du 12 janvier, un décret du 13 janvier, un décret du 14 janvier, trois décrets du 19 janvier, deux décrets du 20 janvier, un décret du 22 janvier, un décret du 25 janvier et un décret du 27 janvier 1940.

(Du 9 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le régime des douanes et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1° le décret du 3 janvier 1940 complétant le règlement du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant organisation de la C.I.R. (J.O.R.F. du 10 janvier 1940, page 287) ;

2° les décrets du 4 janvier 1940 relatifs aux régimes douaniers des médicaments et des films dans les Etablissements français de l'Océanie (J.O.R.F. du 11 janvier 1940, page 305) ;

3° les décrets du 5 janvier 1940 étendant aux Etablissements français de l'Océanie certaines dispositions complétant le code de commerce et instituant une carte d'identité spéciale pour les commerçants étrangers (J.O.R.F. du 8 janvier 1940, page 249) ;

4° le décret du 6 janvier 1940 portant répartition du contingent des rhums et tafias (J.O.R.F. du 11 janvier 1940, page 306) ;

5° l'arrêté ministériel du 10 janvier 1940 relatif aux cafés coloniaux (J.O.R.F. du 14 janvier 1940, page 383) ;

6° le décret du 11 janvier 1940 portant prorogation du délai de jouissance des passages de rapatriement (J.O.R.F. du 14 janvier 1940, page 383) ;

7° l'arrêté ministériel du 11 janvier 1940 relatif à l'assainissement du marché des rhums coloniaux (J.O.R.F. du 15 janvier 1940, page 412) ;

8° le décret du 12 janvier 1940 approuvant une délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie relative à l'octroi de mer (J.O.R.F. du 16 janvier 1940, page 446), suivi de la délibération du conseil privé du 24 août 1939 ;

9° le décret du 13 janvier 1940 relatif à l'utilisation des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile (J.O.R.F. du 18 janvier 1940, page 515) ;

10° le décret du 14 janvier 1940 relatif à l'incorporation obligatoire des indigènes résidant hors de leur colonie d'origine (J.O.R.F. du 22 janvier 1940, page 660) ;

11° le décret du 19 janvier 1940 relatif à l'octroi de mer des Etablissements français de l'Océanie (importation de films pour être projetés) — (J.O.R.F. du 23 janvier 1940, page 671) ;

12° le décret du 19 janvier 1940 relatif à la réglementation du service des douanes dans les Etablissements français de l'Océanie modifiant l'article 91 du décret du 20 juillet 1932 (J.O.R.F. du 27 janvier 1940, page 763) ;

13° le décret du 19 janvier 1940 modifiant le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies (J.O.R.F. du 27 janvier 1940, page 764) ;

14° le décret du 20 janvier 1940 étendant aux colonies et territoires africains sous mandat le décret du 20 janvier 1940 (J. O. R. F. du 9 février 1940, page 1052) suivi du décret du 20 janvier 1940 susvisé apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or (J.O.R.F. du 9 février 1940, page 1046) ;

15° le décret du 20 janvier 1940 concernant la mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940 (J.O.R.F. du 21 janvier 1940, page 606) ;

16° le décret du 22 janvier 1940 portant ouverture de crédits (Etablissements français de l'Océanie) (J. O. R. F. du 29 janvier 1940, page 806) ;

17° le décret du 25 janvier 1940 instituant vingt décimes additionnels à l'impôt "des routes" dans les Etablissements français de l'Océanie (J.O.R.F. du 30 janvier 1940, page 818).

18° le décret du 27 janvier 1940 relatif au fonctionnement des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation (J.O.R.F. du 1<sup>er</sup> février 1940, page 859).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 avril 1940.  
**CHASTENET DE GÉRY.**

DÉCRET complétant le règlement du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites.

(Du 3 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances ;

Vu l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites et les textes qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'article 111 de la loi du 16 avril 1930 ; l'article 100 de la loi du 31 mars 1932 ; l'article 119 de la loi du 31 mai 1933 et les articles 62 à 64 de la loi du 31 décembre 1936 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites ;

Le conseil d'État entendu,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 105 du règlement d'administration publique du 1<sup>er</sup> novembre 1928 est complété comme suit :

« La revision prescrite par l'article 111 de la loi du 16 avril 1930 des pensions déjà concédées sera effectuée sur la base des traitements en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 1930 avec application dans les cas où le produit de la nouvelle liquidation est supérieur à 30.000 fr., des réductions prévues par l'article 2, paragraphe V, du présent règlement.

« Pourront prétendre à cette revision les titulaires de pensions de retraite âgés de soixante-cinq ans au moins et les anciens agents qui, d'un âge inférieur, sont titulaires d'une pension d'invalidité.

« Le relèvement résultant de la liquidation nouvelle sera attribué aux intéressés, à raison d'un tiers de la différence entre le produit de cette liquidation et le montant de la pension pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre 1931 et le 30 juin 1933, de deux tiers de ladite différence pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1933 et le 31 décembre 1936, et de la totalité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1937.

« A compter de cette dernière date, les autres titulaires de pensions déjà concédées pourront prétendre à la revision ci-dessus. »

Art. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française, ainsi qu'aux journaux et bulletins officiels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

#### DÉCRETS relatifs aux régimes douaniers des médicaments et des films dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 4 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931 ;

Vu la délibération en date du 24 août 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, publiée sous for-

me d'avis au *Journal officiel* de la République française du 12 novembre 1939 ;

Vu les avis conformes du ministre des finances, du ministre du commerce et du ministre de l'agriculture,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération en date du 24 août 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie tendant à modifier le régime douanier des médicaments (spécialités).

Art. 2. — En conséquence, le tableau du tarif des douanes de la colonie est modifié ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	TAUX du droit de douane
Médicaments ordinaires .....	<i>Ad valorem</i>	Sans changement
Médicaments (spécialités) portant en caractères apparents et en langue française, anglaise ou latine, tant sur le récipient même que sur son conditionnement extérieur, le nom usuel et la dose de substances actives (à l'exclusion des dénominations et formules chimiques), le nom et l'adresse du fabricant (en français ou anglais) .....	<i>Ad valorem</i>	5 p. 100
Médicaments (spécialités) ne portant pas ces indications .....	"	Prohibés

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

(Du 4 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931 ;

Vu la délibération en date du 24 août 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, publiée sous forme d'avis au *Journal officiel* de la République française du 13 novembre 1939 ;

Vu les avis conformes du ministre des finances, du ministre du commerce et du ministre de l'agriculture,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération en date du 24 août 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie tendant à modifier le taux des droits de douane applicables à l'entrée dans cette colonie aux films d'origine étrangère importés temporairement pour y être projetés.

Art. 2. — En conséquence, le tarif douanier des Etablissements français de l'Océanie est modifié et complété ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	TAUX du droit de douane
Films importés temporairement pour être projetés dans la colonie.	<i>Ad valorem</i> (valeur locative).	20 p. 100

Art. 3. — Dans ce nouveau droit ne sont pas compris les deux décimes et demi par franc prévus par le décret du 5 juillet 1921.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

DÉCRETS étendant aux Etablissements français de l'Océanie certaines dispositions complétant le code de commerce et instituant une carte d'identité spéciale pour les commerçants étrangers.

(Du 5 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 17 juin 1938 tendant à assurer la protection du commerce français dans la métropole et notamment les articles 3, 4 et 5 dudit décret,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont déclarées applicables dans les Etablissements français de l'Océanie les dispositions des articles 3 et 4 du décret du 17 juin 1938 complétant les articles 515 et 585 du code de commerce.

Art. 2. — En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour une infraction constituant d'après la loi française un des crimes ou des délits spécifiés au second alinéa de l'article 515 du code de commerce (tel que complété par l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus), le tribunal correctionnel déclare, à la requête du ministère public, après vérification de la régularité et de la légalité de la condamnation, l'intéressé dûment appelé en la chambre du conseil, que les dispositions dudit second paragraphe de l'article 515 du code de commerce sont susceptibles d'application.

Art. 3. — Les dispositions du dernier alinéa de l'article 515 du code de commerce et celles du troisième paragraphe de l'article 585 dudit code (tels que ces articles ont été modifiés par l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus) s'appliquent au failli non réhabilité dont la faillite a été déclarée par une juridiction étrangère quand le jugement déclaratif a été déclaré exécutoire en France ou dans une colonie française. La demande d'ex-

quatur peut être à cette fin seulement formée devant le tribunal par le ministère public.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

## DÉCRET

(Du 5 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 12 novembre 1938 instituant dans la métropole une carte de commerçant pour les étrangers et notamment les articles 1<sup>er</sup> et 4 dudit décret,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A dater de la promulgation du présent décret, il est interdit à tout étranger d'exercer sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie une profession commerciale ou industrielle sans justifier de la possession d'une carte d'identité spéciale délivrée par le gouverneur portant la mention « Commerçant », suivie de la désignation de la ou des catégories attachées à une ou à plusieurs patentes commerciales ou industrielles et valant autorisation d'exercer une activité commerciale ou industrielle pour ces seules catégories.

Ces dispositions seront applicables à tout étranger exerçant déjà un commerce ou une industrie rattachés à une patente déterminée et qui désirerait y exercer un autre commerce ou une industrie rattachée à une autre catégorie de patente.

Art. 2. — Des arrêtés du gouverneur pourront déterminer les conditions d'application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Art. 3. — Toute infraction aux prescriptions des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus sera punie d'une amende de 100 à 2.000 fr. et d'un emprisonnement d'un à six mois ou d'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, les peines seront portées au double. Le tribunal pourra, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

**DÉCRET portant répartition du contingent des rhums et tafias.**

(Du 6 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les lois des 25 juin 1920, 31 décembre 1922, 27 décembre 1923, 13 juillet 1925, 27 décembre 1927, 17 juillet 1934 et 31 décembre 1938 relatives à l'importation en France des rhums et tafias originaires des colonies françaises ;

Vu le décret du 30 janvier 1930 réglant le régime du contingentement des rhums dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et Madagascar ;

Vu le décret du 13 septembre 1934 fixant le régime du contingentement des rhums de la Guyane, notamment l'article 3 dudit décret portant répartition du contingent des rhums et tafias pour la période 1935-1939 ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'article 3 du décret du 13 septembre 1934 susvisé sont prorogées pour la durée des hostilités.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

**ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux cafés coloniaux.**

(Du 10 janvier 1940.)

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 27 août 1937 pris en application de la loi du 30 juin 1937 ;

Vu l'article 16 du décret du 15 février 1938,

ARRÊTE :

Article unique. — Le décret susvisé du 15 février 1938, modifié le 21 juin 1938, est rendu applicable à l'importation des cafés originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 janvier 1940.

GEORGES MANDEL.

**DÉCRET portant prorogation du délai de jouissance de passages de rapatriement.**

(Du 11 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les déplacements et les passages du personnel colonial, notamment les articles 31 et 34, et les textes qui l'ont modifié,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est prorogé pendant toute la durée de la guerre actuelle et durant les six mois qui suivront la cessation des hostilités, le délai imparti aux personnels coloniaux, aux membres de leur famille et aux boursiers, pour bénéficier du passage de rapatriement auquel ils peuvent prétendre.

L'obligation faite aux familles de voyager avec le chef de famille est suspendue dans les mêmes conditions.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

**ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL relatif à l'assainissement du marché des rhums coloniaux.**

(Du 11 janvier 1940.)

Le ministre des colonies et le ministre des finances,

Vu l'article 25 de la loi de finances du 31 décembre 1937 ;

Vu le décret du 8 mars 1938 relatif à l'assainissement du marché du rhum ;

Vu l'arrêté du 28 juin 1938 relatif aux mesures de déblocage des rhums coloniaux ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1938 qui partage le contingent annuel de rhums des colonies en dix tranches égales,

ARRÊTENT :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont libérés, et peuvent en conséquence être versés à la consommation, tous les rhums et tafias appartenant à la sixième tranche du contingent de 1939.

Art. 2. — Le directeur général des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11 janvier 1940.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

**DÉCRET approuvant une délibération du conseil privé des Établissements français de l'Océanie, relative à l'octroi de mer.**

(Du 12 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 6 de la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 11 mars 1897 fixant le mode d'assiette, de perception et de répartition des droits d'octroi de mer, dans les établissements français de l'Océanie et le décret du 24 juin 1921 autorisant une perception supplémentaire de 2 décimes par franc ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des délégations économiques et financières dans les établissements français de l'Océanie ;

Vu les décrets des 13 octobre 1932, 21 décembre 1934 et 24 août 1937 fixant la composition et les attributions du conseil privé des établissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération en date du 24 août 1939 du conseil privé des établissements français de l'Océanie tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les films importés temporairement dans cette colonie pour y être projetés ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée, en ce qui concerne l'assiette, la délibération susvisée et ci-annexée du conseil privé des établissements français de l'Océanie en date du 24 août 1939, tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les films importés temporairement dans la colonie pour y être projetés.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et au *Journal Officiel* de la colonie et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

### DÉLIBÉRATION

Dans sa séance du 24 août 1939, le conseil privé des Établissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par les articles 5 et 6 de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial a adopté la délibération dont la teneur suit :

#### *Tarif douanier.*

Article 1<sup>er</sup>. — Le tableau annexé au décret du 9 mai 1892, fixant le tarif des droits de douanes imposé aux marchandises étrangères importées dans les Établissements français de l'Océanie tel qu'il a été modifié et complété par les décrets subséquents est à nouveau modifié comme suit :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS sur lesquelles portent les droits	TAUX du droit
Films destinés à être projetés dans la colonie puis réexportés.....	<i>Ad valorem</i> (valeur locative)	20 %

Art. 2. — Dans ce nouveau droit ne sont pas compris les deux décimes et demi par franc prévus par le décret du 5 juillet 1921.

*Le Gouverneur,*

CHASTENET DE GÉRY.

Utilisation des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 12 décembre 1939.

Monsieur le Président,

L'article 3 du décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations

imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation pour le temps de guerre dispose :

« Les étrangers sans nationalité et les autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, du sexe masculin, sont assujettis, de vingt à quarante-huit ans, dans les conditions fixées par les lois de recrutement, à fournir, dès le temps de paix, aux autorités militaires françaises, pour une durée égale à la durée du service imposé aux Français, des prestations dont le caractère et le mode d'exécution sont déterminés par décret. »

Un décret en date du 20 juillet 1939 fixe les conditions du dénombrement des étrangers dont il s'agit.

Un décret en date du 4 septembre 1939 est relatif aux opérations de révision de ces mêmes étrangers.

Le présent décret a pour but d'établir les conditions d'utilisation des intéressés.

Si vous en approuvez les dispositions, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre du travail,*

CHARLES POMARET.

*Le ministre de la santé publique,*

MARC RUCART.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

### DÉCRET

(Du 13 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre du travail, du ministre de la santé publique, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 20 juillet 1939 ayant pour objet, en application du décret du 12 avril 1939, le dénombrement des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile ;

Vu le décret du 4 septembre 1939 relatif à la révision des étrangers soumis aux dispositions de l'article 3 du décret du 12 avril 1939,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La durée des prestations à fournir par les étrangers visés à l'article 3 du décret du 12 avril 1939 varie



avec l'âge atteint par les intéressés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle ils ont rempli ou rempliront, pour la première fois, les conditions de séjour définies à l'article 5 du décret du 20 juillet 1939, quelle que soit la date à laquelle ils auront réclamé le bénéfice du droit d'asile.

Cependant, les étrangers qui ont rempli, au 1<sup>er</sup> janvier 1939, ces conditions de séjour, accompliront leurs prestations selon l'âge qu'ils ont atteint à cette date.

En outre, aucun étranger ne devra être assujéti aux prestations après l'âge de quarante-huit ans.

Art. 2. — En temps de paix, les étrangers sans nationalité et les autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile âgés de vingt à trente-cinq ans, ainsi que tous les individus visés à l'article 7 du présent décret, accompliront un temps de prestation égal à celui du service militaire actif auquel sont astreints les Français au moment où ces étrangers comparaissent devant les commissions de revision.

Il en sera de même de tout étranger, quel que soit son âge, qui, par dissimulation ou manœuvre frauduleuse, aura tenté de se soustraire à l'accomplissement des prestations.

Les étrangers sans nationalité et les autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, âgés de trente-six à quarante ans, accompliront une durée de prestations égale à la moitié de celle prévue pour les étrangers visés au premier alinéa du présent article.

Ceux qui sont âgés de quarante et un à quarante-huit ans accompliront une durée de prestations égale au quart de celle prévue pour les étrangers visés au premier alinéa du présent article.

Art. 3. — En cas de tension politique ou en temps de guerre, les étrangers dont les prestations arrivent à expiration, peuvent être maintenus en service jusqu'à quarante-huit ans. Au dessous de vingt ans et après quarante-huit ans, ils peuvent servir volontairement dans les formations de prestataires.

Ils sont, en outre, soumis au droit de requisition prévu par l'article 2 du décret-loi du 12 avril 1939.

Le ministre de la défense nationale et de la guerre fixera chaque année, après consultation des départements ministériels intéressés, les catégories d'étrangers à soumettre aux prestations.

Il déterminera, dans les mêmes conditions, si les prestations accomplies par les étrangers sans nationalité et les autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile seront effectuées pendant une durée ininterrompue ou par périodes successives.

Art. 4. — Dans la détermination de la durée des prestations il sera tenu compte du temps de services déjà accompli par les étrangers ayant servi ou servant actuellement sous nos drapeaux.

Les étrangers qui auront accompli ou qui doivent accomplir leur service militaire au titre de l'article 3 de la loi de recrutement du 31 mars 1928 ou qui auront servi en vertu d'un engagement dans la légion étrangère seront exemptés de tout service de prestations.

Les étrangers qui ont accompli pendant la guerre 1914-1918 dans les armées françaises et alliées et dans les conditions qui leur donneraient droit à la carte du combattant seront dispensés des prestations, sous la réserve qu'ils apportent la preuve de ces services devant la commission de revision instituée par le décret du 4 septembre 1939.

Les étrangers qui n'auront, jusqu'à présent, accompli, en

vertu de l'article 3 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée que des périodes de réserve, pourront être soumis dans des conditions qui seront déterminées par le ministre de la défense nationale et de la guerre, en accord avec les départements ministériels intéressés, à un temps de service équivalent au temps de prestations effectué par les autres étrangers visés par l'article 3 du décret du 12 avril 1939, déduction faite des périodes déjà effectuées.

En temps de guerre, le bénéfice des dispenses visées au présent article est suspendu.

Art. 5. — Les étrangers qui seront naturalisés pendant qu'ils accomplissent leur temps de prestations seront, dès notification du décret de naturalisation, renvoyés dans leurs foyers et soumis aux obligations fixées par l'article 13 de la loi du 31 mars 1928. Toutefois, le temps de service accompli au titre des prestations sera déduit du temps de service militaire dont les intéressés sont redevables, en vertu dudit article 13 et ils ne seront appelés sous les drapeaux que s'il leur reste à accomplir au moins trois mois de service militaire.

Les étrangers naturalisés au cours de l'exécution de leurs prestations pourront, dès la publication du décret de naturalisation et sans attendre la formation de la première classe qui suivra leur changement de nationalité, demander à accomplir le complément de leur service dans un corps ou service de l'armée française.

Art. 6. — Un arrêté interministériel, pris par le ministre de l'intérieur et le ministre de la défense nationale intéressé, libérera par anticipation les étrangers soumis aux prestations définies par le décret du 12 avril 1939, s'ils ont obtenu l'autorisation de s'établir dans un pays étranger.

S'ils reviennent irrégulièrement en France, ils seront tenus d'accomplir le temps de prestations qui leur restait à effectuer à la date de la libération anticipée, sans préjudice des peines dont ils seront passibles en raison de leur séjour irrégulier sur notre territoire.

Art. 7. — Les étrangers assujétiés à fournir, dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 12 avril 1939, des prestations aux autorités militaires seront groupés en formations de prestataires dont l'organisation sera fixée par le ministre de la défense nationale et de la guerre.

Exceptionnellement, certains étrangers assujétiés aux prestations pourront faire l'objet d'affectations individuelles.

Toutefois, les étrangers ne justifiant d'aucune nationalité au moment de la formation de leur classe d'âge et résidant en France à cette date demeurent assujétiés aux dispositions de l'article 3 de la loi du 31 mars 1928 et sont, en conséquence, incorporés dans l'armée française.

Art. 8. — Les étrangers sans nationalité et les autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile qui, frappés d'une mesure d'expulsion à la suite d'une condamnation à l'une des peines prévues à l'article 4 de la loi du recrutement du 31 mars 1928, ou à des peines équivalentes prononcées à l'étranger, n'ont pas pu quitter la France, accompliront leurs prestations dans une formation analogue à la section d'exclus constituée pour l'application dudit article.

Ceux qui, frappés d'une mesure d'expulsion, soit pour des motifs touchant à l'ordre public ou à la sécurité nationale, soit à la suite d'une condamnation à l'une des peines prévues à l'article 5 de la loi précitée, n'ont pas pu quitter la France, accompliront leurs prestations dans des formations spéciales stationnées dans des lieux qui seront déterminés par le mi-



nistre de la défense nationale et de la guerre après avis, s'il y a lieu, du ministre des colonies ou des affaires étrangères.

Art. 9. — Les étrangers soumis aux prestations seront utilisés par le ministre de la défense nationale et de la guerre à l'exécution de tous travaux nécessités par les besoins du département de la défense nationale.

Ils pourront être mis à la disposition des autres départements de la défense nationale et des administrations publiques pour l'exécution de tous travaux d'intérêt national.

En outre, ils pourront recevoir l'instruction nécessaire en vue d'assurer aux formations constituées à cet effet la cohésion et l'entraînement indispensable à leur utilisation, ainsi qu'à la constitution de leur encadrement.

Art. 10. — Les étrangers ayant effectué les prestations réglementaires pourront être convoqués pour des périodes d'entraînement dont la durée totale n'excèdera par la durée des périodes d'instruction militaires imposées aux Français de leur classe d'âge.

Art. 11. — Les étrangers qui auront été soumis aux prestations seront munis d'un fascicule de mobilisation, aux prescriptions duquel ils seront tenus de répondre dans les mêmes conditions que celles prévues par la loi du 31 mars 1928, à l'égard des réservistes français.

Art. 12. — Pendant la durée de l'accomplissement de leurs prestations, les étrangers seront soumis aux règles de discipline générale en vigueur dans l'armée.

Art. 13. — Seront applicables aux étrangers visés par le présent décret les articles suivants de la loi de recrutement du 31 mars 1928 :

Articles 22 et 23 (Sursis d'incorporation) ;

Article 24 (allocations aux familles nécessiteuses) ;

Article 45 et 45 *ter* (permissions) ;

Article 46 (maintien au corps) ;

Article 55 (Changement de domicile ou de résidence).

ainsi que l'article 2 du décret du 6 novembre 1939 (allocations militaires).

Des dispositions ultérieures fixeront les conditions dans lesquelles seront rendus éventuellement applicables aux intéressés les articles de la loi de recrutement non indiqués ci-dessus, ainsi que les modalités d'application du présent décret aux territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 14. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, les ministres de l'intérieur, du travail, de la santé publique et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

*Le ministre du travail,*  
CHARLES POMARET.

*Le ministre de la santé publique,*  
MARC RUCART.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

# **Incorporation obligatoire des indigènes résidant hors de leur colonie d'origine.**

## **RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Paris, le 14 janvier 1940.

Monsieur le Président,

Aucune disposition des décrets du 29 mars 1933 relatifs au recrutement indigène en Afrique occidentale, en Afrique équatoriale, en Indochine, à Madagascar, à la Côte française des Somalis et au Pacifique, n'astreint aux obligations militaires les sujets et protégés français, originaires de ces colonies, résidant hors de leur pays d'origine.

Il est apparu qu'il y a intérêt à combler cette lacune d'autant que des dispositions récentes ont déjà astreint certaines catégories d'étrangers à des obligations d'ordre militaire.

Tel est l'objet des trois projets de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, si toutefois vous en approuvez la teneur.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

## **DÉCRET**

(Du 14 janvier 1940.)

Le Président de la République française,

Vu le décret du 29 mars 1933 relatif au recrutement des troupes indigènes de Madagascar et dépendances, de la Côte française des Somalis et du groupe du Pacifique ;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, des ministres des colonies, des finances et de l'intérieur,

## **DÉCRÈTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le décret du 29 mars 1933 relatif au recrutement des troupes indigènes de Madagascar et dépendances, de la Côte française des Somalis et du groupe du Pacifique est complété comme suit :

Après l'article 15, ajouter l'article 15 *bis* ci-après :

Art. 15 *bis*. — « Les indigènes de Madagascar et dépendances, de la Côte française des Somalis et du groupe du Pacifique sont astreints aux obligations militaires fixées par le présent décret, quel que soit le lieu où ils résident.

« Hors de leur pays d'origine, ils sont inscrits sur les tableaux de recensement par les maires, les fonctionnaires en tenant lieu, ou les agents consulaires.

« Les conditions dans lesquelles doit avoir lieu leur appel sous les drapeaux seront fixées par des instructions interministérielles ;

Art. 2. — Le quatrième alinéa de l'article 9, modifié par le décret du 19 décembre 1938, est modifié comme suit :

Au lieu de :

« Toutefois, les indigènes de la deuxième portion qui viendraient à être appelés, pourront être autorisés à transformer leur ordre d'appel en engagement volontaire dont la durée est prévue à l'article 15 ».

Lire :

« Toutefois, les indigènes de la deuxième portion, qui viendraient à être appelés, pourront être autorisés à transformer leur ordre d'appel en un engagement volontaire dont la durée est prévue à l'article 16 ».

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, les ministres des colonies, des finances et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et au *Bulletin Officiel* du ministère de la guerre.

Fait à Paris, le 14 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

#### DÉCRET relatif à l'octroi de mer des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 19 janvier 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 5 de la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 11 mars 1897 fixant le mode d'assiette, de perception et de répartition des droits d'octroi de mer, dans les Etablissements français de l'Océanie, et le décret du 21 juin 1921 autorisant une perception supplémentaire de 2 décimes par franc ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les décrets des 13 octobre 1932, 21 décembre 1934 et 24 août 1937, fixant la composition et les attributions du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération en date du 24 août 1939, du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les films importés temporairement dans cette colonie pour y être projetés ;

Vu le décret en forme de règlement d'administration publique du 12 janvier 1940 approuvant, en ce qui concerne l'assiette, la délibération susvisée du 24 août 1939,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée, en ce qui concerne la tarification, la délibération susvisée et ci-annexée du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie en date du 24 août 1939, tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les films importés temporairement dans la colonie pour y être projetés.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la colonie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

#### DÉCRET relatif à la réglementation du Service des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie

(Du 19 janvier 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931 ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du service des douanes dans les Etablissements français de l'Océanie et, notamment, l'article 91 dudit décret ;

Vu la délibération en date du 24 août 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, publiée sous forme d'avis au *Journal officiel* de la République française du 18 novembre 1939 ;

Vu les avis conformes du ministre des finances, du ministre du commerce et du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération en date du 24 août 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie tendant à compléter la liste des admissions exceptionnelles prévues à l'article 91 du décret du 20 juillet 1932 réglementant le service des douanes dans cette colonie.

Art. 2. — En conséquence, le deuxième paragraphe de l'article 91 du décret précité est complété ainsi qu'il suit :

« Sont également admis en franchise le combustible et les lubrifiants utilisés dans le trafic aérien. »

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

#### DÉCRET modifiant le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies.

(Du 19 janvier 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies,

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et ses divers modificatifs ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901,

#### DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le tableau faisant suite à l'article 12 du décret du 29 décembre 1903 est modifié comme suit :

#### Position n° 23 bis.

Colonne : « Positions », rayer le mot : « légal » dans le libellé de la position.

Colonne : « Règles d'allocation », remplacer le texte du paragraphe « a) à l'hôpital », par le suivant :

« Les officiers et aspirants de réserve terminant la durée légale du service et les militaires non officiers à solde mensuelle ou assimilés, traités à l'hôpital pour blessures, maladies ou infirmités, causées ou aggravées par les fatigues, dangers ou accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service au moment de la date de la libération de leur classe ou de l'expiration de leur contrat, ont droit à la solde de présence pendant toute la durée du traitement ».

Art. 2. — Le tableau faisant suite à l'article 15 du décret du 29 décembre 1903, reçoit les modifications ci-après :

#### N° 3 bis. — Indemnité pour charges militaires.

Colonne : « Règles d'allocation », au dernier alinéa commençant par : « les militaires rentrant des colonies », au lieu de : « à l'indemnité de leur garnison d'affectation en France », mettre : « à l'indemnité de la garnison à laquelle ils sont affectés et qu'ils rejoignent effectivement à l'expiration dudit congé ».

La dernière phrase du même alinéa est remplacée par la suivante :

« Toutefois, ces militaires ne perçoivent pendant leur congé que l'indemnité du taux le plus bas du tarif. S'ils ont droit à une indemnité de taux plus élevé, ils sont rappelés des sommes qui leur sont dues, lors de leur arrivée dans leur garnison ».

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

DÉCRET étendant aux colonies et territoires africains sous mandat le décret du 20 janvier 1940.

(Du 20 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or ;

Vu le décret du 9 septembre 1939, portant application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi du 9 septembre 1939 ;

Vu le décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 ;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies ;

Le conseil des ministres entendu,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 sont applicables aux colonies et territoires africains sous mandat.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

Décret apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 20 janvier 1940.

Monsieur le Président,

L'article 3 du décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, dispose que toutes les cessions, négociations et autres opérations portant sur les matières d'or sont subordonnées à l'autorisation de la Banque de France. L'importation et l'exportation des mêmes matières sont prohibées sauf autorisation de l'institut d'émission.

L'expérience a démontré qu'il conviendrait, dans les circonstances actuelles de compléter la portée générale de ce texte et, dans le but d'empêcher tout commerce clandestin,

de viser explicitement les opérations de démarchage, colportage et brocantage intéressant les matières d'or qui seraient également prohibées sauf autorisation de la Banque de France.

D'autre part l'article 4 du même décret a prévu que les infractions aux dispositions de ce texte seront punies « d'une amende de 100 à 100.000 fr., qui peut toutefois être élevée au montant de la somme sur laquelle a porté la fraude ou la tentative de fraude s'il est supérieur au maximum prévu, et d'un emprisonnement de un à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive la peine d'emprisonnement est de six mois à cinq ans. La poursuite de ces infractions ne peut être exercée que sur la plainte du ministre des finances ».

Ainsi d'après ce texte le délinquant primaire est passible d'une peine allant seulement de un mois à six mois de prison en dehors de l'amende encourue.

D'autre part, la poursuite des infractions ne pouvant être exercée que sur la plainte du ministre des finances, les procès-verbaux, quel que soit le point du territoire où a été constaté le délit, doivent être transmis pour décision à Paris, à la direction du mouvement général des fonds.

En vue de renforcer la répression et de rendre la procédure des poursuites plus rapide partant plus efficace, il paraît nécessaire d'une part de porter de six mois à deux ans la peine de prison pour les délinquants primaires et, par ailleurs de déléguer les pouvoirs du ministre des finances, dans l'initiative des poursuites, à des représentants habilités par lui qui seraient en l'occurrence les directeurs départementaux des douanes ou des contributions indirectes.

Il a été prévu, de plus, que les délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement pour trafic d'or ou de devises tomberont sous le coup des dispositions de la loi du 19 juin 1930 portant interdiction de la profession de banquier aux individus frappés de certaines condamnations.

Enfin, il est à remarquer que toute infraction aux dispositions du décret du 9 septembre 1939, dès l'instant qu'elle fait l'objet d'une plainte, relève obligatoirement des tribunaux correctionnels.

L'application stricte de ce principe entraîne pour les délinquants, qui ont pu méconnaître de bonne foi la portée exacte des dispositions légales, des peines qui peuvent paraître trop rigoureuses.

Dans ces conditions et comme contre-partie du renforcement des sanctions prévues ci-dessus il paraît opportun d'autoriser le ministre des finances, à transiger et à effectuer le retrait de sa plainte avant jugement, ce retrait entraînant l'abandon des poursuites. L'exercice de ce droit de transaction est d'ailleurs de pratique courante en matières d'infractions fiscales.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint, qui a pour objet de modifier en conséquence le texte du décret du 9 septembre 1939.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*  
EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*  
GEORGES BONNET.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

*Le ministre du commerce,*  
FERNAND GENTIN.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

*Le ministre des transmissions,*  
JULES JULIEN.

## DÉCRET

(Du 20 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du commerce, du ministre des colonies et du ministre des transmissions,

Vu la loi du 8 décembre 1939, accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or ;

Le conseil des ministres entendu,

## DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le deuxième paragraphe de l'article 3 du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or est complété ainsi qu'il suit :

« Le démarchage, le colportage et le brocantage portant sur les matières d'or sont également prohibés, sauf autorisation de la Banque de France ».

Art. 2. — Les dispositions des deuxième et troisième paragraphes de l'article 4 du décret précité sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les infractions aux dispositions de la présente loi et des décrets rendus pour son exécution, ainsi que la tentative de ces mêmes infractions, sont punies d'une amende de 100 à 100.000 fr., qui peut toutefois être élevée au montant de la somme sur laquelle a porté la fraude ou la tentative de fraude s'il est supérieur au maximum prévu, et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement est de six mois à cinq ans. Les billets de banque, espèces, valeurs, titres et matières faisant l'objet de l'infraction peuvent être saisis ; le tribunal pourra en ordonner la confiscation.

« Lorsqu'une peine d'emprisonnement aura été prononcée, elle emportera de plein droit les interdictions établies par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juin 1930.

« La poursuite de ces infractions ne peut être exercée que sur la plainte du ministre des finances ou de l'un de ses représentants habilités à cet effet.

« Le ministre des finances ou son représentant est autorisé à transiger et à décider la restitution des billets de banque, espèces, valeurs, titres et matières saisis ; le retrait de sa

plainte avant le jugement entraînera l'abandon des poursuites.

« Le montant des billets de banque, espèces, valeurs, titres et matières, dont la confiscation aura été prononcée, ainsi que le produit des transactions qui auront pu intervenir avant le jugement ou celui des amendes, seront répartis dans des conditions qui seront fixées par arrêté ministériel ».

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du commerce, le ministre des colonies et le ministre des transmissions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre du commerce,*

FERNAND GENTIN.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre des transmissions,*

JULES JULIEN.

DÉCRET de mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940.

(D 20 janvier 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875 ;

Vu la loi du 29 juillet 1919 ;

Vu le décret du 21 décembre 1935 ;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre des travaux publics, du ministre de l'armement et du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le texte de l'accord sur les échanges et les règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940, sera publié au *Journal officiel* et entrera en vigueur à la date du 22 janvier 1940.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre des travaux publics, le ministre de l'armement et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre du commerce,*

FERNAND GENTIN.

*Le ministre de l'agriculture,*

HENRI QUEUILLE.

*Le ministre des travaux publics,*

A. DE MONZIE.

*Le ministre de l'armement,*

RAOUL DAUTRY.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

Voir liste au J.O.R.F. du 21 janvier 1940 - page 607.

DÉCRET portant ouverture de crédits (Établissements français d'Océanie)

(Du 22 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Établissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 28 janvier 1939 approuvant le budget local des Établissements français d'Océanie pour l'exercice 1939 ;

Vu l'arrêté n° 1150 a.g.f. du 28 novembre 1939 du gouverneur des Établissements français d'Océanie portant ouverture de 897.000 fr. de crédits supplémentaires au titre du budget local de l'exercice 1939,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvé l'arrêté n° 1150 a. g. f. en date du 28 novembre 1939 du gouverneur des Établissements français d'Océanie, portant ouverture de 897.000 fr. de crédits supplémentaires au titre des chapitres ci-après du budget local de l'exercice 1939 :

Chap. 1 <sup>er</sup> . — Dettes exigibles.....	132.000 »
Chap. 10. — Dépenses des exploitations industrielles (matériel).....	765.000 »
Total.....	897.000 »

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ces crédits au moyen de virement de sommes correspondantes et provenant de crédits disponibles aux chapitres ci-après de l'exercice 1939 :

Chap. 3.— Gouvernement. — Dépenses de matériel .....	25.000 »
Chap. 4.— Services d'administration générale.— Dépenses de personnel.	30.000 »
Chap. 5.— Services d'administration générale.— Dépenses de matériel.	55.000 »
Chap. 6.— Services financiers. — Dépenses de personnel .....	50.000 »
Chap. 9.— Dépenses des exploitations industrielles.— Main-d'œuvre...	30.000 »
Chap. 11.— Services d'intérêt social et économique.— Personnel .....	300.000 »
Chap. 16.— Dépenses imprévues .....	407.000 »
<b>Total.....</b>	<b>897.000 »</b>

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

# **DÉCRET instituant vingt décimes additionnels à l'impôt "des routes" dans les Etablissements français de l'Océanie.**

(Du 25 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment l'article 18 et l'article 20, modifié par décret du 10 juin 1938 ;

Vu la délibération du 8 septembre 1939 des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à l'institution de 20 décimes additionnels à l'impôt dit « des routes » ;

Vu le câblogramme 24 du 19 janvier 1940 du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie relatif à la modification du texte primitif,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération susvisée du 8 septembre 1939, tendant à l'institution de 20 décimes additionnels à l'impôt dit « des routes », délibération dont est supprimé le deuxième paragraphe de l'article 5.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

**Offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 25 janvier 1940.

Monsieur le Président,

En raison des circonstances de l'état de guerre, un décret

du 19 octobre 1939 est intervenu pour apporter, pendant la durée des hostilités, certaines dérogations au décret du 8 août 1939 déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le régime financier de l'office national et des offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

Il nous est apparu que les mêmes dérogations devaient être apportées, pendant cette période, au décret du 24 novembre 1937 concernant les mêmes principes d'administration des offices coloniaux.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre des anciens combattants et pensionnés,*

RENÉ BESSE.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

## **DÉCRET**

(Du 27 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 6 juillet 1929 instituant des comités coloniaux d'anciens combattants et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant application aux colonies de la loi du 11 mai 1933 fusionnant l'office national du combattant avec l'office national des mutilés et réformés de la guerre ;

Vu le décret-loi du 19 avril 1934 portant fusion de l'office national des pupilles de la nation avec l'office national des mutilés, combattants et victimes de la guerre ;

Vu le décret du 24 novembre 1937 fusionnant les comités coloniaux de mutilés, combattants et victimes de la guerre et les comités de pupilles de la nation en offices uniques dénommés : « Offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation » ;

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre des anciens combattants et pensionnés et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Pendant la durée des hostilités et pour une période qui ne pourra s'étendre à plus de six mois après leur cessation, les modifications suivantes sont apportées au fonctionnement des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation :

« § 1<sup>er</sup>. — Les mandats des membres nommés et élus des offices coloniaux venant à expiration pendant la période des hostilités seront prorogés de plein droit jusqu'aux dates qui seront fixées par arrêté du ministre des anciens combattants et pensionnés après avis du ministre des colonies.

« § 2. — Les attributions du conseil d'administration sont déléguées à la commission permanente de ce conseil prévue à l'article 12 du décret du 24 novembre 1937, lorsque, par suite de circonstances dues à l'état de guerre, le conseil d'administration ne peut être réuni avec le quorum réglemen-

taire. Un arrêté du gouverneur général ou du gouverneur de la colonie modifie, s'il y a lieu, afin de l'adapter aux possibilités locales, la composition de la commission permanente.

« § 3.— Des dérogations pourront être apportées au décret du 24 novembre 1937, concernant le fonctionnement des offices coloniaux, par arrêtés des ministres des colonies, des anciens combattants et pensionnés et des finances ».

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 3.— Le ministre des colonies, le ministre des anciens combattants et pensionnés et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre des anciens combattants  
et pensionnés,*

RENÉ BESSE.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 253 j., accordant dispense d'acte de naissance à M. Klima Rudolphe, aux fins de contracter mariage.

(Du 28 mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Vu la requête présentée par M. Klima Rudolphe et tendant à obtenir dispense de la production de son acte de naissance à l'effet de contracter mariage avec la demoiselle Rosa Péréz ;

Vu les raisons invoquées par le requérant et les pièces fournies à l'appui de la demande ;

Sur le rapport du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 28 mars 1940,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Klima Rudolphe, né le 5 juin 1899, à Zabreh, canton de Moravie, département de Tchécoslovaquie, fils de Joseph et de Marie Pech, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Rosa Péréz.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 259 j.

(Du 29 mars 1940.)

*Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé*, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Paul, Charles, Victor Maury dit Jacques Maury, né à Paris (9<sup>e</sup>), département de la Seine, le 20 avril 1897, fils de Georges Maury et de Laurence Duluc, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Rose Martin.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 260 j.

(Du 29 mars 1940).

*Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé*, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Matau a Teuira, né à Tevaitoa, en 1873, à l'effet mariage avec la Dame Teroro a Maihoru.

Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la Dame Teroro a Maihoru, née en 1874, à Tevaitoa (Iles sous-le-Vent), à l'effet de contracter mariage avec M. Matau a Teuira.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 261 j.

(Du 29 mars 1940.)

*Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé*, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Tehaamana a Roometua, né à Opoa (Raïatea), en 1877, à l'effet de contracter mariage avec la Dame Lazarine, Tahiatini Kohuoho.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 262 j.

(Du 29 mars 1940.)

*Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé*, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Teriimarama a Piu, né à Opoa, île Raïatea, en 1879, fils de Piu a Piu et de Matira, à l'effet de contracter mariage avec la Dame Tapeta a Tapea.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 263 j.

(Du 29 mars 1940.)

*Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé*, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Paoa a Make, né à Rapanui, en 1893, fils de Povino a Make et de Teauna a Tapa, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Tetuatiaorena a Faatauiria.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 264 j.

(Du 29 mars 1940.)

*Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé*, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Hiotua a Teriifautua, âgé de 35 ans environ, né à l'île Tahaa, à l'effet de contracter mariage avec la Dame Kohetikei a Rehua.

CHASTENET DE GÉRY.



DÉCISION n° 254 s. portant admission de certains élèves-infirmiers, infirmières et sages-femmes aux différentes années d'études prévues par les textes organiques.

(Du 28 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu l'arrêté n° 82 a.g.f. du 27 janvier 1939, approuvé par D. M. n° 4500/S du 12 décembre 1939, organisant le cadre des infirmiers, infirmières et sages-femmes et créant des cours pour ces professions ;

Vu la décision n° 246 c., du 9 mars 1939, agréant des élèves sages-femmes, infirmières et infirmiers et des élèves bénévoles ;

Vu la décision n° 217 c., du 12 mars 1940 portant reclassement du personnel des infirmiers, infirmières et sages-femmes dans les établissements français de l'Océanie ;

Vu les rapports n° 726 du 16 décembre 1939 et n° 178 du 16 mars 1940 ;

Sur la proposition du chef du service de santé,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont admises :

*En 3<sup>me</sup> année d'études :*

les élèves sages-femmes : Manuel Roti et Fuller (Bellona).

*En 2<sup>me</sup> année d'études :*

les élèves sages-femmes : Teariki Frieda et Viriama-Estall Heiurarii.

l'élève sage-femme bénévole : Brunet (Raymonde).

*Sont admises en 2<sup>me</sup> année d'études :*

les élèves-infirmiers : Teluanui Tuatahi et Degage (Charles).

Art. 2. — Les élèves :

infirmière : Salmon Teraiofa

infirmier : Takokore Tavita

sont autorisés à recommencer leur 1<sup>re</sup> année d'études.

Art. 3. — La présente décision, qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 265 a.g.f., suspendant provisoirement de ses fonctions un président de conseil de district.

(Du 29 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897, organisant les conseils de district et notamment les articles 36 et 46 ;

Vu la lettre du 11 mars 1940 de M. Paquier (Albert), président du conseil de district de Haapiti (Moorea) qui sollicite la suspension de ses fonctions pour raison de pluralité d'emplois ;

Vu le procès-verbal des élections du vice-président en date du 22 janvier 1939 ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 mars 1940

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940 la demande de suspension de ses fonctions de président du conseil de district de Haapiti, île Moorea, formulée par M. Paquier (Albert).

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté du 22 décembre 1897 visé ci-dessus, M. Viraurao Tavaea, adjoint au président (vice-président) le remplacera dans l'exercice de toutes les fonctions qui lui sont dévolues.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 266 a.g.f., approuvant le budget de la Commune de Papeete pour l'exercice 1940.

(Du 29 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete et rendant applicables à cette collectivité certaines dispositions du décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa.

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Papeete en date des 15 novembre 1939 et 14 février 1940 ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 mars 1940

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le budget de l'exercice 1940 de la commune de Papeete, arrêté tant en recettes qu'en dépenses à la somme de : Un million neuf cent vingt sept mille neuf cent cinquante francs (1.927.950 fr) est approuvé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 267 a.g.f., fixant le montant des dépenses imputables au budget de la commune mixte d'Uturoa pour participation aux dépenses du service local.

(Du 29 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant la commune mixte d'Uturoa et l'arrêté n° 365 s.g., du 29 avril 1932 déterminant le régime financier de ladite commune ;

Attendu qu'un agent du service local remplit des fonctions dont la dépense incombe à la municipalité d'Uturoa ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 mars 1940

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La participation de la commune mixte d'Uturoa aux dépenses du service local, au titre de gardiennage de la conduite d'eau et du cimetière de cette commune, est fixée forfaitairement à la somme annuelle de deux mille quatre cents francs (2.400 fr.).

Art. 2. — Ce remboursement par la commune mixte d'Uturoa aura lieu sur ordres de recettes établis par l'ordonnateur du budget local pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1939.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 268 a.p.e., prononçant l'expulsion du sieur Ng Su Shao n° 2965, dit Akao, de nationalité chinoise.

(Du 29 mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 2 de la loi du 29 mai 1874, rendant applicable aux colonies la loi du 3 décembre 1849 sur la naturalisation et notamment l'article 7 de ladite loi ;

Vu le décret du 4 décembre 1903 relatif à l'immatriculation des étrangers et leur séjour dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Attendu que le nommé Ng Su Shao n° 2965, dit Akao a encouru les condamnations suivantes ;

Le 11 décembre 1934, un mois de prison pour tenue de loterie clandestine et détention d'opium ;

Le 28 mars 1936, un mois de prison pour usage d'opium en société ;

Le 22 janvier 1940, un mois de prison pour tenue de maison de jeux de hasard ;

Considérant qu'il importe de mettre un terme définitif aux agissements répétés de cet indésirable ;

Sur le rapport du chef du service des Affaires Politiques et Economiques ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 mars 1940,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est interdit au sieur Ng Su Shao n° 2965, dit Akao de résider dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — L'intéressé devra quitter la colonie à destination de la Chine par première occasion.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 269 co, rendant exécutoires des rôles principaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, du droit fixe et supplémentaire, de la taxe sur les chiens et les voitures, de la taxe de 10% C.C., de la taxe sur les armes pour les années 1937, 1938, 1939 et 1940.

(Du 29 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 591 c., du 19 juillet 1935 promulguant dans la colonie le décret du 5 juin 1935 modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la colonie ;

Vu l'arrêté n° 108 c. du 29 janvier 1936 promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt de la prestation rurale ;

Vu l'arrêté n° 397 c, du 21 avril 1939 promulguant dans la colonie le décret du 7 avril 1939 portant approbation d'une délibération des délégations économiques et financières en date du 23 janvier 1939 relative au mode d'application du décret du 9 mai 1938 fixant le régime des armes et munitions dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les arrêtés 1259 a.g.f., 1447 a.g.f., et 2171 a.g.f. et 1195 a.g.f. des 29 décembre 1936, 28 décembre 1937, 20 décembre 1938 et 9 décembre 1939, approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1937, 1938, 1939 et 1940 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Contributions ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 mars 1940,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux, et supplémentaires, exercice 1937, 1938, 1939 et 1940, s'élevant à la somme de : *Trois cent dix huit mille quatre cent quatre vingt dix francs soixante seize centimes*, savoir :

## PERCEPTION DE MAIAO

## Rôle supplémentaire Ex. 1937.

Impôt des routes.....	400 »	
Avis.....	0 50	
Total de la perception de Maiao ex. 1937.....		400 50

## PERCEPTION DE PAPEETE

## Rôle supplémentaire Ex. 1938.

## Tabiti et Moorea

Impôt des routes.....	900 »	
Avis.....	4 50	
Total de la perception de Papeete ex. 1938.....		904 50

## PERCEPTION DE MAIAO

## Rôle supplémentaire Ex. 1938.

Propriété bâtie.....	50 »	
Avis.....	0 25	
Total de la perception de Maiao ex. 1938.....		50 25

## PERCEPTION DE PAPEETE.

## a) Rôle principal Ex. 1939.

## Papeete.

Poids et mesures.....	8.873 »	8.873 »
-----------------------	---------	---------

## b) Rôle supplémentaire Ex. 1939.

## Papeete.

Poids et mesures.....	181 50	181 50
-----------------------	--------	--------

## c) Rôle principal Ex. 1939.

## Moorea.

Poids et mesures.....	964 »	964 »
-----------------------	-------	-------

Total de la perception de Papeete ex. 1939..... 10.018 50

## PERCEPTION DE HUAHINE.

## Rôle principal-exercice 1940.

Taxe sur les armes.....	495 »	
Avis.....	3 25	
Total de la perception de Huahine-ex 1940.....		498 25

## PERCEPTION DE PAPEETE

## Rôles principaux Ex. 1940, des districts de Tahiti et Moorea.

## District de Faavaia.

Propriété bâtie.....	3.235 75	
Patentes fixes et proportionnelles..	4.972 50	
10% C.C.....	497 25	
Droit fixe et supplémentaire.....	5.320 »	
Taxe sur les voitures.....	5.640 »	
Taxe sur les chiens.....	2.115 »	
Formules et avis.....	142 25	
		21.922 75

## District de Punaauia.

Propriété bâtie.....	5.046 25	
Patentes fixes et proportionnelles..	6.115 »	
10% C.C.....	611 50	
Droit fixe et supplémentaire.....	4.780 »	
Taxe sur les voitures.....	2.200 »	
Taxe sur les chiens.....	4.030 »	
Formules et avis.....	400 25	
		16.933 »

## District de Paia.

Propriété bâtie.....	6.495 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	5.492 50	
10% C.C.....	546 25	
Droit fixe et supplémentaire.....	5.460 »	
Taxe sur les voitures.....	4.440 »	
Taxe sur les chiens.....	4.275 »	
Formules et avis.....	451 25	
		20.530 »

## District de Papara.

Propriété bâtie.....	5.037 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	9.393 33	
10% C.C.....	939 33	
Droit fixe et supplémentaire.....	40.440 »	
Taxe sur les voitures.....	4.880 »	
Taxe sur les chiens.....	1.695 »	
Formules et avis.....	202 »	
		29.337 16

## District de Mataiea.

Propriété bâtie.....	2.634 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	4.212 50	
10% C.C.....	421 25	
Droit fixe et supplémentaire.....	4.000 »	
Taxe sur les voitures.....	760 »	
Taxe sur les chiens.....	720 »	
Formules et avis.....	109 25	
		12.857 »

## District de Papeari.

Propriété bâtie.....	3.340 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	3.702 50	
10% C.C.....	370 25	
Droit fixe et supplémentaire.....	3.420 »	
Taxe sur les voitures.....	520 »	
Taxe sur les chiens.....	465 »	
Formules et avis.....	402 75	
		11.621 »

## District de Afaahiti.

Propriété bâtie.....	2.822 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	7.925 »	
10% C.C.....	792 50	
Droit fixe et supplémentaire.....	5.900 »	
Taxe sur les voitures.....	1.600 »	
Taxe sur les chiens.....	720 »	
Formules et avis.....	175 »	
		19.945 »

## District de Vairao.

Propriété bâtie.....	2.487 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	5.762 50	
10% C.C.....	576 25	
Droit fixe et supplémentaire.....	4.420 »	
Taxe sur les voitures.....	640 »	
Taxe sur les chiens.....	1.830 »	
Formules et avis.....	451 75	
		15.567 50

## District de Teahupoo.

Propriété bâtie.....	698 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	3.330 »	
10% C.C.....	333 »	
Droit fixe et supplémentaire.....	2.500 »	
Taxe sur les voitures.....	600 »	
Taxe sur les chiens.....	735 »	
Formules et avis.....	84 50	
		8.280 50

## District de Paea.

Propriété bâtie.....	698 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	4.937 50	
10% C.C.....	193 75	
Droit fixe et supplémentaire.....	1.980 »	
Taxe sur les voitures.....	460 »	
Taxe sur les chiens.....	540 »	
Formules et avis.....	51 75	
		5.561 50

## District de Tautira.

Propriété bâtie.....	2.230 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	5.591 66	
10% C.C.....	559 16	
Droit fixe et supplémentaire.....	3.840 »	
Taxe sur les voitures.....	560 »	
Taxe sur les chiens.....	975 »	
Formules et avis.....	137 »	
		13.893 32

## District de Hiliaa-Faaone.

Propriété bâtie.....	1.383 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	2.840 »	
10% C.C.....	284 »	
Droit fixe et supplémentaire.....	2.720 »	
Taxe sur les voitures.....	360 »	
Taxe sur les chiens.....	810 »	
Formules et avis.....	73 75	
		8.476 25

## District de Tiarei-Mahaena.

Propriété bâtie.....	4.992 75	
Patentes fixes et proportionnelles..	3.827 50	
10% C.C.....	382 75	
Droit fixe et supplémentaire.....	2.360 »	
Taxe sur les voitures.....	360 »	
Taxe sur les chiens.....	750 »	
Formules et avis.....	106 »	
		9.779 »

## District de Papenoo.

Propriété bâtie.....	4.270 75
Patentes fixes et proportionnelles..	1.532 50
10% C.C.....	153 25
Droit fixe et supplémentaire.....	1.600 »
Taxe sur les voitures.....	200 »
Taxe sur les chiens.....	705 »
Formules et avis.....	43 75
	<u>5.597 25</u>

## District de Mahina.

Propriété bâtie.....	2.784 50
Patentes fixes et proportionnelles..	3.490 »
10% C.C.....	349 »
Droit fixe et supplémentaire.....	3.560 »
Taxe sur les voitures.....	760 »
Taxe sur les chiens.....	720 »
Formules et avis.....	105 »
	<u>11.768 50</u>

## District de Arue.

Propriété bâtie.....	3.929 50
Patentes fixes et proportionnelles..	8.755 »
10% C.C.....	875 50
Droit fixe et supplémentaire.....	1.820 »
Taxe sur les voitures.....	2.720 »
Taxe sur les chiens.....	1.110 »
Formules et avis.....	87 25
	<u>19.297 25</u>

## District de Pare.

Propriété bâtie.....	6.634 »
Patentes fixes et proportionnelles..	3.916 66
10% C.C.....	391 66
Droit fixe et supplémentaire.....	3.830 »
Taxe sur les voitures.....	1.120 »
Taxe sur les chiens.....	1.050 »
Formules et avis.....	113 »
	<u>17.105 32</u>

## District de Afareaitu.

Propriété bâtie.....	2.133 30
Patentes fixes et proportionnelles..	4.476 66
10% C.C.....	447 66
Droit fixe et supplémentaire.....	2.340 »
Taxe sur les voitures.....	420 »
Taxe sur les chiens.....	1.065 »
Formules et avis.....	124 75
	<u>11.207 37</u>

## District de Haapiti.

Propriété bâtie.....	1.398 52
Patentes fixes et proportionnelles..	6.100 »
10% C.C.....	610 »
Droit fixe et supplémentaire.....	3.960 »
Taxe sur les voitures.....	500 »
Taxe sur les chiens.....	1.395 »
Formules et avis.....	150 »
	<u>14.163 52</u>

## District de Papetoai.

Propriété bâtie.....	3.216 95
Patentes fixes et proportionnelles..	4.900 »
10% C.C.....	490 »
Droit fixe et supplémentaire.....	3.520 »
Taxe sur les voitures.....	220 »
Taxe sur les chiens.....	900 »
Formules et avis.....	128 50
	<u>13.435 45</u>

## District de Teavaro-Teaharoa.

Propriété bâtie.....	2 581 62
Patentes fixes et proportionnelles..	9.395 »
10% C.C.....	939 50
Droit fixe et supplémentaire.....	5.160 »
Taxe sur les voitures.....	680 »
Taxe sur les chiens.....	990 »
Formules et avis.....	214 »
	<u>19.940 12</u>
Total de la perception de Papeete ex. 1940.....	307.218 76
Total.....	<u>318 490 76</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 270 a.g.f., acceptant la démission présentée par M. Laborie (Pierre), agent de 2<sup>me</sup> catégorie du service local, et affectant M. Lavalette, commis principal hors classe du cadre local des Secrétariats Généraux, au Service d'Administration Générale et des Finances.

(Du 30 mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1835 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire du service local, ensemble la circulaire du 7 novembre 1939 ;

Vu la décision n° 99 a.g.f. du 1<sup>er</sup> février 1940 nommant M. Laborie (Pierre), agent auxiliaire du service local de 2<sup>me</sup> catégorie ;

Vu la démission présentée par M. Laborie (Pierre), agent auxiliaire, de ses diverses fonctions tenues au service de l'administration générale et des finances pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940 ;

Vu la décision n° 1053 c. du 13 novembre 1939 portant détachement de M. Lavalette, commis principal h.c. du cadre local des secrétariats généraux, au greffe des tribunaux de Papeete ;

Vu l'avis conforme de MM. le chef du service judiciaire et du chef du service d'administration générale et des finances ;

Sur la proposition du chef de cabinet du gouverneur p.i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940, la démission de ses fonctions tenues à l'administration générale et des finances par M. Laborie (Pierre), suivant décision n° 99 a.g.f., du 1<sup>er</sup> février 1940, agent auxiliaire du service local de 2<sup>me</sup> catégorie.

Art. 2. — Est abrogée la décision n° 1083 c., du 13 novembre 1939 affectant M. Lavalette (René), au greffe des tribunaux de Papeete.

Art. 3. — Pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940, M. Lavalette (René), commis principal hors classe du cadre local des secrétariats généraux, est affecté au service d'administration générale et des finances en remplacement de M. Laborie, démissionnaire et est chargé des fonctions de :

Secrétaire administratif de l'office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation ;

Pensions de la C.I.R. ;

Retraites de la C.N.R.V. ;

Pensions et allocations militaires ;

Pensions civiles ;

Comptabilité de l'immigration.

Art. 4. — M. Lavalette aura droit, en qualité de comptable de l'immigration, à l'indemnité de responsabilité fixée au tableau 1 de l'arrêté n° 540 a.g.f., du 2 juin 1939.

Art. 5 — La passation de service s'effectuera dans les formes réglementaires.

Art. 6. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 271 c., nommant M. Domingo (Joseph) agent auxiliaire du service local de 3<sup>e</sup> catégorie et l'affectant au service des Contributions.

(Du 30 mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire, ensemble la circulaire du 7 novembre 1939 ;

Vu la demande présentée par M. Domingo, Joseph, titulaire du Brevet local d'enseignement et le dossier du postulant sollicitant un emploi dans l'administration locale ;

Vu l'affectation prochaine de M. Bouvier, surnuméraire des p.t.f. au service de la circonscription administrative des Iles sous le Vent ;

Sur la proposition du chef de cabinet p.i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Domingo Joseph, demeurant à Papeete, marié, titulaire du brevet local d'enseignement, est nommé agent auxiliaire du service local de 3<sup>e</sup> catégorie, aux appointements annuels de 7.800 fr. imputables au chap. 6 de l'exercice en cours.

Art. 2. — M. Domingo Joseph est affecté au service des Contributions.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 272 c., nommant M. Sarciaux Manuel, agent auxiliaire et l'affectant au Service de Santé.

(Du 1<sup>er</sup> avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 approuvé par dépêche ministérielle n° 1572/s du 5 juillet 1939 ;

Vu la décision n° 1180 c., du 6 décembre 1939 nommant M. Labbeyi Emile agent auxiliaire et l'affectant au Service de Santé ;

Vu la proposition du chef du Service de Santé en sa lettre n° 198 du 26 mars 1940 ;

Vu la demande d'emploi présentée par M. Sarciaux Manuel et son dossier de candidature ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du chef de cabinet p.i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — La décision n° 4180 c., du 6 décembre 1939 est et demeure rapportée.

Art. 2. — M. Sarciaux Manuel, demeurant à Papeete (Tahiti), célibataire, titulaire du Certificat d'études primaires élémentaires, est nommé agent auxiliaire de 4<sup>me</sup> catégorie du service local et percevra les appointements annuels prévus au 24<sup>me</sup> degré de cette catégorie.

Art. 3. — M. Sarciaux Manuel est affecté au service de Santé où il remplira les fonctions de planton, en remplacement de M. Labbeyi Emile appelé à d'autres fonctions.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera et aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940.

Papeete, 1<sup>er</sup> avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 273 c. agréant des élèves-infirmières, élèves-infirmiers et des élèves bénévoles.

(Du 1<sup>er</sup> avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu l'arrêté n° 82 a.g.f. du 27 janvier 1939 organisant le cadre des infirmiers, infirmières et sages-femmes et créant des cours pour ces professions, notamment ses articles 14 et 15 ;

Vu les dossiers de candidature de M<sup>lles</sup> Wilmot, Chebret, Aubry, Nordmann, M.M. Tahiti, Labbeyi, et M<sup>lles</sup> Higgins, Rey et Faremiro ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du chef du service de santé ;

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont admises à effectuer un stage en qualité d'*élèves-infirmières* à l'hôpital de Papeete : M<sup>lles</sup> Wilmot Emma, Chebret Catherine, Nordmann Ethel et Aubry Ida ; en qualité d'*élèves-infirmiers* à l'hôpital de Papeete : M.M. Tahiti Terilaaurahi, Labbeyi Emile.

Ces élèves recevront, pendant la durée de leurs études, une allocation annuelle de *six mille* francs (6.000 fr.).

Art. 2. — Sont admises, en qualité d'*élèves bénévoles* libres, à suivre les cours d'*élèves-infirmières* à l'hôpital de Papeete : M<sup>lles</sup> Higgins Germaine, Rey Eugénie, Faremiro Juliette.

Ces élèves recevront, pendant la durée de leurs études, une allocation annuelle de *mille deux cents* francs (1.200 fr.).

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera et aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940.

Papeete, le 1<sup>er</sup> avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 285 a.g.f. relatif aux retenues de logement par provision.

(Du 4 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies notamment l'article 22 ;  
Vu l'arrêté n° 126 a.g.f., du 9 février 1940 fixant les retenues de logement et d'ameublement à effectuer dans la colonie ;  
Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les fonctionnaires dont les noms suivent subiront la retenue annuelle de logement fixée comme ci-après :

Número du logement	Nom et prénoms	Résidence	Retenue annuelle de logement	Observations
97	Renard (Maurice)	Afareaitu (Moorea) .....	1.200 »	p. c. du 14 août 1939.
99	Blouin (André) ..	Papeete .....	1.200 »	Bâtiment municipal p. c. du 27 janvier 1940.

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 126 a.g.f., du 9 février 1940.

Pour compter du 14 août 1939 en ce qui concerne M. Renard (Maurice) à Afareaitu (Moorea).

Pour compter du 24 février 1940 en ce qui concerne M<sup>me</sup> Mossman née Leverd (Régina).

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 287 j., chargeant un magistrat de la vérification des Registres de l'Etat civil de l'année en cours.

(Du 8 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 327 a.g.f., du 6 avril 1939 portant modification aux tarifs des déplacements ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire ;

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Ardant (Marcel), Président du Tribunal supérieur d'Appel est chargé d'une mission d'inspection des Registres de l'Etat civil de Tahiti, pour l'année en cours.

Art. 2. — M. Ardant est autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour procéder à cette inspection.

Il aura droit aux indemnités de déplacement et de transport fixées à l'arrêté du 6 avril 1939.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY

ARRÊTÉ n° 288 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole à Vaitoare (district de Hauiro — île Tahaa).

(Du 9 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du crédit agricole mutuel dans les établissements français de l'Océanie, ensemble les arrêtés d'application et spécialement, l'arrêté du 13 juillet 1934, déterminant le mode de création et de fonctionnement des associations d'intérêt général agricole ;

Vu la lettre n° CI G., du 29 mars 1940 du chef de la circonscription administrative des îles sous-le-vent ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 8 mars 1940,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Une association d'intérêt général agricole est constituée à Vaitoare (district de Hauiro — île Tahaa) entre les habitants de cette localité qui ont constitué comme suit leur conseil provisoire d'administration :

Rootama Teriitau,

*Président ;*

Ariihoro Tuihani,

*Vice-Président ;*

Vehia Teiho,

*Secrétaire-Trésorier ;*

Ebb Mehao,

*Membre ;*

Tamarii Teheura,

—

Taeatua Aiho,

—

Tiaho Taerea,

—

Art. 2. — Elle prend le titre d'association agricole de Vaitoare.

Art. 3. — Sa circonscription territoriale comprend le sous-district de Vaitoare où son siège est établi.

Art. 4. — La durée de l'association est fixée à quinze années à compter du 1<sup>er</sup> avril 1940.

Art. 5. — L'association a pour objet : d'entreprendre tous travaux, toutes installations utiles aux agriculteurs du ressort de l'association, de percevoir toute contribution volontaire de ses membres, approuvée par le Gouverneur, de recevoir et répartir, entre tous les producteurs de sa circonscription territoriale toute prime donnée soit par l'Etat, soit par l'Administration locale.

Il lui est interdit d'effectuer d'autres opérations ainsi que d'effectuer des bénéfices commerciaux.

Art. 6. — Sont membres de l'association, tous les habitants du sous-district, sans distinction de sexe, âgés de plus de dix-huit ans.

Art. 7. — Le fonctionnement de l'association est réglé par l'arrêté susvisé du 13 juillet 1934.

Art. 8. — Un arrêté ultérieur déterminera, s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles seront établies et perçues les taxes destinées à assurer le remboursement des emprunts aux caisses de crédit agricole.

Art. 9. — Le chef de la circonscription administrative des îles-sous-le-vent et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 avril 1940.  
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 293 a.p.e., autorisant M. Lionel Bambridge à installer un moteur électrique de 3/4 c.v. destiné à actionner un appareil frigorifique pour le compte de M. Ch. Brown-Petersen dans l'immeuble de ce dernier sis Rue Bréa à Papeete.

(Du 10 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes à la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887;

Vu la demande formulée par M. L. Bambridge d'installer un moteur électrique de 3/4 c.v., destiné à actionner un appareil frigorifique, pour le compte de M. Ch. Brown-Petersen dans l'immeuble de ce dernier, sis Rue Bréa à Papeete;

Vu l'enquête de commodo et incommodo ouverte du 1<sup>er</sup> au 30 mars 1940;

Vu les conclusions du procès-verbal du commissaire enquêteur;

Vu l'avis favorable émis par le comité d'hygiène;

Sur la proposition du chef du service des Affaires Politiques et Economiques;

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. L. Bambridge est autorisé à installer un moteur électrique de 3/4 c.v., destiné à actionner un appareil frigorifique pour le compte de M. Ch. Brown-Petersen, dans l'immeuble de ce dernier sis Rue Bréa à Papeete.

Art. 2. — Le chef du service des Affaires Politiques et Economiques et le chef du service des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 avril 1940.  
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 305 Mét., créant une station météorologique de 1<sup>er</sup> ordre à Borabora (Iles Sous-le-Vent).

(Du 11 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu les décrets des 29 avril, 9 mai 1929, 7 février 1930 et 12 avril 1930 portant création d'un service météorologique colonial et organisation du personnel du service météorologique;

Vu le décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique colonial;

Vu l'arrêté n° 717 bis du 18 septembre 1931 créant et organisant le service météorologique dans la colonie;

Sur la proposition du chef du service météorologique;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 10 avril 1940,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est créé à Borabora (Iles Sous-le-Vent) une station météorologique de 1<sup>er</sup> ordre.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 avril 1940.  
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 306 a.p.e., concernant la détention et la mise en vente des marchandises par les commerçants.

(Du 11 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre et notamment l'article 46 alinéa 7 de ladite loi;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée du 11 juillet 1938 dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre des colonies et notamment l'article 10 dudit décret;

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 10 avril 1940,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est interdit sur tout le territoire des Etablissements français de l'Océanie à tout commerçant, industriel ou artisan :

1° De conserver à des fins spéculatives les produits, matières ou denrées destinés à la vente et de refuser de satisfaire, dans la mesure de ses disponibilités, aux demandes de sa clientèle dès lors que ces demandes ne présentent aucun caractère anormal;

2° De subordonner la vente d'un produit, d'une matière ou d'une denrée quelconque, soit à l'achat concomitant par le client d'autres matières, produits ou denrées, soit à l'achat par le client d'une quantité imposée;

3° De limiter la vente de certains produits, matières ou denrées à certaines heures de la journée, alors que les entreprises ou les magasins intéressés restent ouverts pour la vente des autres marchandises, sous réserve, toutefois, que la vente de ces produits, matières ou denrées ne soit pas soumise à une réglementation spéciale.

Art. 2. — Les infractions aux dispositions de l'article premier du présent arrêté seront punies d'une amende de 1 à 15 francs, et pourront l'être également d'un emprisonnement de 1 à 5 jours.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 avril 1940.  
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 303 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la colonie au 10 avril 1940.

(Du 11 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1928, instituant une mercuriale officielle dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 15 mai 1931, ensemble celui du 30 novembre 1928;



Vu la décision du 17 février 1938, fixant la composition de la commission des "mercuriales";

Vu le procès-verbal de la commission dite des mercuriales en date du 10 avril 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La mercuriale officielle du 10 avril 1940, pour les produits exportés de la colonie est fixée ainsi qu'il suit :

Vanille .....	165 <sup>fr</sup> » le kilo
Coprah local .....	1 20 »
Coprah d'importation .....	1 » »
Nacre .....	2 50 »
Café en parches .....	5 » »
Café décortiqué .....	8 50 »

Art. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

### EXTRAITS

#### Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

##### CABINET.

1. — *Par décision n° 251 du 28 mars 1940.* — Sont annulées les décisions n° 1078 du 9 novembre 1939 et 1067 du 29 octobre 1936 affectant MM. Piirani a Puairau et Noresmat Isidore au service de la justice et à la circonscription administrative des îles Marquises.

Pour compter du 26 mars 1940 les mutations de personnel suivantes auront lieu :

M. Noresmat Isidore, gardien de prison de 1<sup>re</sup> classe est affecté au service de la justice, au titre de planton ;

M. Piirani a Puairau, agent de police de 2<sup>e</sup> classe est affecté au service de la sûreté.

M. Noresmat percevra l'indemnité de bicyclette prévue au tableau J annexé à l'arrêté 540 a.g.f. du 2 juin 1939 imputable au chapitre 4 de l'exercice en cours.

\* \* \*

#### ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 294 du 10 avril 1940.* — Il est accordé à M<sup>me</sup> Ferrand Albertine, agent auxiliaire de service local de 3<sup>e</sup> classe, affectée au service de l'administration générale et des finances, un congé de maternité de 2 mois, avec appointements entiers, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1940.

\* \* \*

#### ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 250 du 28 mars 1940.* — L'article 2 de la décision n° 207 i.p. du 9 mars 1940 est annulé en ce qui concerne Salmon Hotutu.

La demie-bourse accordée à l'élève Salmon Hotutu est transformée en bourse entière pour l'année 1940.

2. — *Par décision n° 252 du 28 mars 1940.* — La décision n° 218 i.p. du 12 mars 1940 est rapportée.

Des bourses dites de vacances sont accordées aux élèves : Pauline Warras, Raurea Warras et Teupoko Chebret pour la période du 20 décembre 1939 au 26 février 1940.

Le montant de ses bourses sera mandaté à M<sup>me</sup> V<sup>re</sup> Mai Lucien, demeurant à Papeete chargée de l'hébergement de ces boursières.

3. — *Par décision n° 282 du 3 avril 1940.* — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé, pour compter du 4 mars 1940, à Madame Sanford Averii, institutrice de 5<sup>e</sup> classe du cadre local.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée, au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

4. — *Par décision n° 283 du 3 avril 1940* — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé, pour compter du 4<sup>er</sup> avril 1940, à Madame Pater Jeanne, institutrice de 3<sup>e</sup> classe du cadre local.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée, au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

\* \* \*

#### SANTÉ.

1. — *Par décision n° 281 du 3 avril 1940.* — M. Arilitai Hahe, agent auxiliaire de 5<sup>e</sup> catégorie, 31<sup>e</sup> degré, manoeuvre au service de la maternité de Papeete, actuellement sous mandat de dépôt, est congédié de son emploi, pour compter du 22 mars 1940 et sans indemnité.

M. Fareahu a Tirao dit Pihapiti, domicilié à Papeete (Tahiti), marié, père de famille, est nommé agent auxiliaire de 5<sup>e</sup> catégorie du service local et percevra les appointements annuels prévus au 31<sup>e</sup> degré de cette catégorie, pour compter du 27 mars 1940.

M. Fareahu a Tirao est affecté à l'Hôpital de Papeete où il remplira les fonctions de manoeuvre au service de la Maternité en remplacement de Hahe a Arilitai.

### ACTE MUNICIPAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 7., instituant une taxe d'éclairage dans la Commune de Papeete et fixant le mode d'assiette, le tarif et les règles de perception de cette taxe.

(Du 14 février 1940.)

#### LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE, (ILE TAHITI),

Vu les articles 32 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890 ;

Vu le décret du 5 août 1939 autorisant la Commune de Papeete à percevoir certaines taxes, dont celle d'éclairage ;

Vu la délibération prise par le Conseil Municipal en sa séance du 14 février 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé une taxe d'éclairage sur la quantité d'électricité consommée sur le territoire de la Commune pour l'éclairage particulier.

Art. 2. — La taxe sera également perçue sur l'éclairage au gaz de pétrole ou d'essence employé dans les lieux publics ou fréquentés par le public.

Art. 3. — Sont exemptés de la taxe les consommations pour l'éclairage du domaine public, national, local et communal.

Art. 4. — Lorsque le consommateur est son propre fournisseur il intervient entre la Commune et lui une convention réglant à forfait le montant de la taxe qui doit lui être imposée. Ce forfait sera fixé de manière à ce que ledit consommateur paie sensiblement le même pourcentage que les autres usagers.

Art. 5. — Le montant de cette taxe est fixé à 8 % de la consommation.

Art. 6. — Ce pourcentage sera taxé chaque trimestre d'après les éléments fournis par les Etablissements Martin, producteurs d'électricité.

En ce qui concerne les lampes à gaz de pétrole ou d'essence, il est admis qu'une lampe de 200 bougies (type Primus) correspond à une lampe de 200 watts.

Les assujettis qui posséderont une ou des lampes à gaz devront en faire la déclaration au Secrétariat de la Mairie dans la semaine qui suivra la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Colonie.

Art. 7. — Le paiement de la taxe d'éclairage s'effectuera à la Caisse de M. le Receveur Municipal sur états trimestriels fournis par le Secrétariat de la Mairie et approuvés par M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera pour avoir effet le 1<sup>er</sup> mars 1940.

Papeete, le 14 février 1940.

*Le Maire,*

G. BAMBRIDGE.

Approuvé en Conseil Privé dans  
sa séance du 28 mars 1940,

*Le Gouverneur,*

CHASTENET DE GÉRY.

## AVIS OFFICIELS

### Enquête de *commodo et incommodo*.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "*de commodo et incommodo*" est ouverte, pendant 45 jours, à compter du 10 avril 1940, sur une demande formulée par M. Emmett, R. Mossman demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer sous l'immeuble qu'il habite à Mamao un groupe électrogène à gazoline de 14 chevaux-110 volts.

L'enquête dont il s'agit sera close le 25 avril 1940, à 17 heures.

M. J. Alphonsi, conducteur des Travaux Publics est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 3 avril 1940.

*Le Gouverneur,*

CHASTENET DE GÉRY.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS

#### BANQUE DE L'INDOCHINE

Société anonyme au capital de cent vingt millions de francs  
Siège social, 96 Boulevard Haussmann, Paris.

Le Conseil d'Administration de la Banque de l'Indochine a l'honneur d'informer Messieurs les actionnaires qu'ils sont

convoqués conformément à l'article 40 des statuts pour le 15 mai 1940 à seize heures au siège social, 96 Boulevard Haussmann à Paris, en assemblée générale extraordinaire, à l'effet de statuer sur une augmentation du Capital social par incorporation d'une réserve à constituer par prélèvement sur les bénéfices du deuxième semestre 1939, et distribution d'actions gratuites ; ainsi que sur les mesures à prescrire et les pouvoirs à donner au Conseil d'Administration pour réalisation matérielle de l'opération, et sur la modification à apporter à l'article quatre des statuts comme conséquence de cette augmentation de capital.

\*  
\* \*

Le Conseil d'Administration de la Banque de l'Indochine a l'honneur d'informer Messieurs les actionnaires qu'ils sont convoqués, conformément à l'article quarante des statuts, pour le quinze mai 1940 à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, cette dernière étant convoquée pour seize heures, au siège social : 96 Boulevard Haussmann à Paris, en assemblée générale ordinaire à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 1939, sur l'emploi des bénéfices et fixation du dividende, et de délibérer sur les autres questions à l'ordre du jour.

## MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

### Mois de mars 1940.

#### ENTRÉES

- 1<sup>er</sup>. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
- 1<sup>er</sup>. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
2. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
4. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
5. Cotre français *Umeretetai*, de 8 tonneaux.
6. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
6. Cotre français *Tamarit Anura*, de 17 tonneaux.
7. Vapeur français *Ville de Verdun*, de 7.007 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
9. Motor-ship français *Hiro* de 183 tonneaux.
9. Navire français à moteur *Nacirata I*, de 19 tonneaux.
11. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
11. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
11. Cotre français *Te maru fanuu*, de 9 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Gishorne*, de 91 tonneaux.
12. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Tercora*, de 113 tonneaux.
14. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
15. Cotre français *Mahina Teata*, de 16 tonneaux.
16. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
16. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
16. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
16. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
18. Goélette française à moteur *Manureva*, de 79 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
22. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
22. Cotre français à voiles, *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
23. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
24. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
26. Cotre français *Umeretetai*, de 8 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
28. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.

28. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 42 ton.
29. Vapeur britannique *Waiotapu*, de 6.035 tonneaux.
29. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
29. Motor-ship britannique *Cape Horn*, de 5.642 tonneaux.
30. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
31. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
31. Cotre français *Teatatore*, de 12 tonneaux.
31. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.

## SORTIES

- 1<sup>er</sup>. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
2. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
5. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
5. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
9. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
10. Vapeur français *Ville de Verdun*, de 7.007 tonneaux.
11. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
11. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
12. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
12. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
13. Cotre français à moteur *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
13. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
13. Cotre français *Umeretetai*, de 8 tonneaux.
13. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
13. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
14. Cotre français *Tamaru Auura*, de 17 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
16. Cotre français à voiles *Te maru faniu*, de 9 tonneaux.
16. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
16. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
19. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
19. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
20. Cotre français *Mahina Teata*, de 16 tonneaux.
21. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.

21. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
21. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
24. Navire français à moteur *Naciratu I*, de 19 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
25. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonneaux.
26. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
26. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
26. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
29. Cotre français *Umeretetai*, de 8 tonneaux.
29. Cotre français *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
30. Vapeur britannique *Waiotapu*, de 6.035 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
30. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
31. Motor-ship britannique *Cape Horn*, de 5.642 tonneaux.

## ANNONCES JUDICIAIRES

## EXTRAIT

Par jugement du tribunal de commerce de Papeete en date du 29 mars 1940, il appert que M. J. M. Prokop a été déclaré en état de faillite; M. Le Roux, magistrat nommé juge-commissaire de ladite faillite et M. Martin, employé de la Banque de l'Indochine, syndic.

Pour extrait certifié conforme inséré conformément à l'article 442 du code de commerce.

Le greffier,  
M. IORSS.

## ANNONCES DIVERSES

## SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

## UN ALBUM DE MODES

avec les

Toutes Dernières Créations de Paris  
sera envoyé GRATUITEMENT et FRANCO  
à tous ceux qui en feront la demande

à **TOUTMAIN**

le Grand Couturier des Champs-Élysées

**26, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS**

Confiez vos Commandes à Toutmain  
Tous ses Services sont organisés pour les Exécuter

Résumé des observations du mois de mars 1940.

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. ce jour à 7 h. demain	INSOLATION en heures et dixièmes	ÉVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en km/heure.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M+m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	23.0	32.8	27.9	1.9	2.9	0.8	3.5	59	81	24.4	27.9	27.5	G	8.5	3.4	22.2	51.5	» 3	» 1.5	SE 1.5	» 8	NE 6	W 6
2	22.3	32.5	27.4	1.7	3.1	0.0	2.1	58	89	24.8	27.4	26.3	»	8.8	4.2	22.1	59.5	SW 3	SW 8	SE 2	NW 10	E 4	E 4
3	21.0	31.8	26.4	0.4	2.1	-1.3	0.4	63	81	23.0	27.6	25.6	»	10.8	4.4	22.0	61.8	E 7	SE 7	E 1	NW 13	W 12	SE 10
4	23.0	32.4	27.7	-1.5	0.7	-2.0	-0.5	65	78	23.9	29.2	27.7	G	7.8	3.6	22.3	61.2	» 0	» 0	» 0	N 14	S 9	S 3
5	22.6	32.3	27.4	-2.0	-0.7	-4.0	-2.0	57	92	24.6	27.4	25.0	»	11.1	4.1	22.2	61.7	SE 6	SE 1.5	SE 1	N 15	NW 8	W 4
6	22.3	33.6	28.0	-3.2	-2.2	-5.1	-2.8	65	98	23.4	26.1	26.2	»	9.0	4.0	21.4	61.4	W 4	W 4	W 2	N 13	NE 7	» 4
7	22.7	31.7	27.2	-4.7	-3.2	-6.0	-3.9	60	99	23.7	27.4	23.1	1.5	6.1	3.2	21.9	56.0	» 7	» 4	SE 3	E 7	E 7	» 5
8	22.0	31.4	26.7	-5.4	-3.8	-5.6	-4.2	61	95	23.6	29.5	25.9	1.2	4.8	3.4	20.6	48.0	» 1	» 2.5	» 0	» 9	» 10	S 2.5
9	22.3	34.0	28.1	-5.2	-3.2	-5.6	-3.1	55	83	22.9	28.2	28.4	4.8	8.7	4.2	21.7	56.8	» 1	» 5	» 0	» 14	» 10	» 4
10	23.3	30.7	27.0	-4.2	-0.9	-3.1	-0.1	69	100	26.5	29.6	29.3	0.2	1.7	3.0	22.5	37.7	» 10	» 8	E 5	E 12	E 10	E 11
11	23.6	33.3	28.5	-1.5	0.0	-3.0	-0.7	70	85	25.4	31.6	29.2	»	3.3	3.4	21.0	59.0	E 11	» 6	SE 5	N 8	NE 7	» 6
12	23.7	33.0	28.3	-2.3	-0.3	-3.8	-0.5	65	97	24.7	32.1	29.6	»	10.9	3.6	21.7	59.5	» 4	» 4	SE 5	NE 16	NE 4	» 0
13	23.7	33.9	28.8	-1.5	0.0	-1.7	1.3	64	77	24.6	30.9	29.6	»	8.3	3.6	22.0	57.2	» 1.5	» 4	E 5	NE 13	NE 4	NE 7
14	24.0	34.0	29.0	-0.5	1.2	-1.5	1.1	63	80	26.3	31.3	30.1	»	9.4	3.6	22.7	61.4	» 0	SE 2.5	SE 4	NE 10	NE 15	SE 4
15	23.8	34.0	28.9	0.0	»	»	»	61	87	27.0	32.3	28.2	»	9.2	4.0	23.7	61.6	SE 6	SE 1.5	» 0	NE 20	NE 8	» 0
16	23.4	33.0	28.2	»	2.0	0.3	2.5	54	96	26.1	30.3	29.9	5.6	4.4	2.6	22.7	56.5	» 1.5	» 3	» 0	» 5	W 12	SW 3
17	23.5	32.9	28.2	1.1	1.9	-1.1	0.8	61	91	27.4	28.8	27.4	»	7.0	3.6	22.2	55.6	SE 3	SE 5	» 0	NW 16	» 0	W 3
18	23.8	33.3	28.6	-0.1	1.2	-1.1	2.4	51	87	24.0	30.0	27.9	0.1	9.6	4.5	21.8	51.4	W 3	W 4	W 1	NE 25	NE 18	W 9
19	23.6	33.8	28.7	0.8	2.8	0.4	3.2	64	95	25.5	29.7	28.9	G	8.5	4.1	22.1	56.8	» 2.5	» 2	» 0	E 14	NW 9	W 4
20	23.8	34.2	29.0	1.3	2.4	-0.8	2.3	60	83	25.8	30.4	26.5	»	7.4	4.0	22.7	57.9	E 4	E 2.5	E 4	W 10	NW 11	E 5
21	24.0	34.8	29.4	1.6	3.6	-0.3	2.4	63	81	28.7	27.9	27.2	»	9.0	3.5	23.5	56.7	E 2	SE 6	E 2	NW 16	W 7	E 4
22	23.8	34.2	29.0	1.7	3.1	0.3	3.2	53	96	25.2	25.9	28.9	6.0	8.6	4.7	23.7	59.0	E 1.5	SE 6	SE 2	W 15	N 6	SW 3
23	23.2	33.0	28.1	1.6	2.9	0.7	1.7	58	89	25.3	30.1	26.9	»	9.3	3.8	21.7	51.6	SW 4	SW 6	» 0	W 17	NE 4	W 4
24	24.1	33.7	28.9	0.8	2.3	1.2	2.3	61	97	28.5	29.5	29.4	G	7.7	3.5	22.2	57.0	W 2	W 7	W 1	NW 14	NW 14	SE 4
25	24.1	31.0	27.5	1.2	2.8	0.3	2.7	75	100	27.7	31.2	28.3	5.4	0.0	2.5	24.0	62.5	SE 4	SE 2	SE 4	NE 12	E 9	E 9
26	22.7	34.2	28.5	0.9	2.5	-0.3	2.5	59	91	26.3	29.3	28.2	2.9	7.4	3.4	21.7	48.7	SE 6	SE 4	» 0	NW 12	SW 9	W 1
27	23.0	33.0	28.0	1.5	3.6	0.7	3.9	58	99	22.3	28.5	30.6	0.4	8.1	3.6	21.3	41.0	E 2	SE 3	SE 3	NE 25	E 13	S 6
28	23.3	33.1	28.2	2.3	4.0	0.1	2.3	61	94	25.7	28.5	28.3	»	9.2	3.8	21.8	52.1	S 2.5	S 2	» 0	W 18	N 5	SE 4
29	23.7	34.0	28.8	0.8	2.7	0.1	1.3	63	86	25.0	27.1	27.3	»	6.4	4.4	22.0	52.8	SE 8	SW 1.5	SW 2	NE 25	NE 5	SE 7
30	23.7	33.6	28.6	-0.4	2.0	-0.9	1.3	57	80	22.5	29.1	28.1	»	8.2	3.9	22.0	51.7	SE 6	SE 4	SE 1	NE 20	NE 18	E 5
31	23.7	33.2	28.5	-0.1	1.2	-2.0	1.5	60	78	24.6	28.8	26.7	»	9.0	4.0	22.7	53.8	SE 4	SE 4	NE 6	NE 20	NE 14	E 4
Total.	720.6	1026.4	873.5	-13.0	36.7	-44.3	26.9	1893	2767	779.4	903.7	864.2	28.1	238.2	116.2	688.1	1719.4	NOMBRE DE JOURS DE					
Moyenne	23.24	33.10	28.17	-0.43	1.22	-1.48	0.90	61.1	89.3	25.14	29.15	27.88		7.68	3.75	22.20	55.46	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		10	3	4	1	19	4

DATES	Kilomètres par- cours par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en kilomètres-heure							NÉBULOSITÉ				PHÉNOMÈNES DIVERS
			heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	Maximum		Minimum		
	m 24 h.	plus forte valeur horaire								Valeur	Heure	Valeur	Heure	
1	143	11								10 tr	16 à 17	tr	07 à 09	Rosée. Gouttes 16. Halo sol. 15.
2	134	11								10 tr	15 à 17	tr	09	Rosée.
3	174	14								8	16	tr	07 à 08	Rosée.
4	112	14								10 tr	14	1	07	Rosée. G. 16.
5	156	16	08.40	WSW 5	S 10	WSW 14	WNW 13	SW 17	SSW 32	3	14	tr	07 à 08	Rosée.
6	133	12	07.00	SSE 5	S 29	S 15				9	15 à 16	tr	07 à 09	Rosée. Brume légère.
7	139	13								9	13 à 16	tr	09	Rosée. Averse: 12.40;
8	113	14								10 tr	15 à 17	4	09	Rosée. Averse 12.00; 16.30;
9	121	12								10 tr	07, 08, 10	8	11 à 12	Eclairs 20 à 22.
10	229	16								10		10		Av. 04.15; G. 18.30; Halo sol. 07, 11, 13. Ton. 13 à 14.30.
11	173	11								10	03	8	09	Halo sol. 09, 15, 17. Eclairs soirée.
12	131	13								4	10	tr	08	Rosée.
13	131	12								7	14 à 16	tr	07 à 09	Ros. Halo sol. 16.
14	153	13								9	13	tr	07 à 08	Rosée.
15	152	18								10 tr	16 à 17	5	10	Halo sol. 03, 09, 10, 13, 16, 17.
16	120	12								10 tr	11 à 17	tr	07 à 09	Ros. Averses 11.30; 12.30; 17.00;
17	131	14								9	14 à 15	2	10 à 11	
18	200	23								3	16	tr	07 à 08	Ros. Av. 20.00;
19	151	15								7	14	tr	09 à 10	
20	144	14								8	13	tr	09	Rosée.
21	170	16								5	11	tr	07	Rosée.
22	157	17								7	14	tr	07 à 08	Ros. Av. 14.03, 18.10;
23	162	17								6	17	2	07 à 08	
24	159	16								10 tr	16 à 17	tr	07 à 08	Ros. G. 16.20. Eclairs soirée.
25	172	19								10	16 à 17	10 tr	07 à 15	Pluie: 15.30 à 16.30 et 18.45 à 23.15. Orage 21 à 22. Gr. 21.30.
26	140	14								10 tr	07	4	13	Av. 17.05; Halo sol. 09 à 10;
27	189	23								8	10, 11, 16	4	13 à 14	Av. 00.50; 16.30; Halo sol. 07 à 12.
28	139	18								7	13	6	09	
29	173	16								10 tr	08 à 10	2	16	Ros. Halo sol. 08 à 16; Ton. 12 à 13; Ecl. 20.
30	162	14								10 tr	08 à 10	tr	16	Halo sol. 07 à 09; Couronne sol. 07.
31	230	22								10 tr	07 à 03	8	09	Rosée.
Total	4.800									261		74		
moyenne	154,8									8.42		2.39		

N.B. — Les pressions sont indiquées au niveau de la cuvette du baromètre.

### Modification des unités employées dans ce bulletin

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940 :

1<sup>o</sup> les vitesses du vent au sol et des vents en altitude sont exprimées en kilomètres-heure;

2<sup>o</sup> la durée de l'insolation est exprimée en heures et dixièmes.

Le Chef du Service Météorologique p.i.,

J. GIOVANNELLI.